

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« DES DONNÉES SCIENTIFIQUES À L'ACTION POLITIQUE »

Lundi 30 septembre 2013, de 9h à 14h, au Quai d'Orsay

LES PREMIÈRES CONCLUSIONS DU 5^E RAPPORT DU GIEC DÉVOILÉES

À l'occasion de la publication à Stockholm, le 27 septembre 2013, du cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les autorités françaises mobilisent le monde scientifique et la société civile en organisant au Quai d'Orsay un événement en prélude à l'accueil par la France de la conférence de Paris sur le Climat en 2015.

En présence du Dr Rajendra K. Pachauri, président du GIEC et prix Nobel de la paix en 2007, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, Philippe Martin, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et Pascal Canfin, ministre délégué chargé du Développement, réuniront le 30 septembre un large panel de scientifiques de renom, d'élus et de représentants des collectivités territoriales, de représentants du monde de l'entreprise, des ONG et des syndicats autour de deux tables rondes de décryptage du travail du GIEC et de ses implications pour l'action politique.

Cet événement sera l'occasion pour le gouvernement de présenter la méthode de travail et le calendrier de la préparation de la conférence de Paris sur le climat en 2015.

À l'issue de cette manifestation, **le Dr. Pachauri sera reçu par le président de la République**, avec une délégation de scientifiques français.

LA FRANCE MOBILISÉE DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Cet événement s'inscrit dans le cadre de la mobilisation de la France pour la lutte contre le changement climatique.

- **Sur le plan national**, la France a engagé une transition écologique pour transformer en profondeur son système économique vers une économie bas carbone. Sa stratégie a été présentée lors de la Conférence environnementale des 20 et 21 septembre 2013.
- **Sur le plan européen**, avec ses partenaires, la France a pris un engagement collectif ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre du Protocole de Kyoto, puisque l'UE s'est engagée à réduire de 20 % ses émissions en 2020 par rapport aux niveaux de 1990. Cet objectif est en voie d'être atteint.
- **Sur le plan international**, le président de la République a proposé d'accueillir à Paris en 2015 la 21^e Conférence des Parties (COP 21) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La COP 21 a pour objectif l'adoption d'un nouvel accord juridique universel, qui entrera en vigueur en 2020. Les éléments scientifiques fournis par le GIEC devront être pris en compte dans le cadre de l'élaboration de l'accord sur le climat de 2015, afin qu'il soit suffisamment ambitieux pour répondre au défi du changement climatique, et permettre de maintenir le réchauffement en dessous de 2°C par rapport aux températures du début du XX^e siècle.

La réunion du 30 septembre sera donc l'occasion de comprendre les dernières évolutions scientifiques et de rappeler la nécessité d'une mobilisation collective de grande ampleur afin de passer des données scientifiques à l'action politique.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« DES DONNÉES SCIENTIFIQUES À L'ACTION POLITIQUE »

Lundi 30 septembre 2013, de 9h à 14h, au Quai d'Orsay

LE GIEC

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Il a reçu, en 2007, conjointement avec Al Gore, le prix Nobel de la paix. Son secrétariat est basé à Genève, dans les locaux du siège de l'OMM.

LES GRANDES MISSIONS DU GIEC

Le GIEC a pour mission d'évaluer et de synthétiser, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique nécessaires à la bonne compréhension des fondements scientifiques des risques liés au changement climatique d'origine anthropique. Il étudie précisément les conséquences possibles de ce changement et envisage des stratégies d'adaptation au changement climatique ainsi que d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Ses évaluations sont fondées sur des publications scientifiques et techniques dont la valeur scientifique est reconnue.

Au niveau français, 35 scientifiques collaborent au travail du GIEC, dont Jean Jouzel, vice-président du groupe de travail sur les éléments scientifiques. Ces scientifiques participent à la rédaction des rapports d'évaluation.

RÔLE D'ORIENTATION POUR LES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT

Les rapports d'évaluation constituent la principale production du GIEC. L'information scientifique qui est synthétisée par le GIEC à partir de publications de référence dans la communauté scientifique permet de documenter l'action internationale de lutte contre le changement climatique.

Le premier rapport, paru en 1990, a exercé une grande influence sur le contenu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée en 1992. Le message clair donné par les scientifiques du monde entier en 1990 a rendu possible la signature de cette convention, qui est depuis l'enceinte au sein de laquelle se négocie la réponse internationale au changement climatique.

La deuxième publication, en 1995, a pesé de manière décisive sur les dispositions contenues dans le Protocole de Kyoto adopté en 1997. Le troisième rapport (2001) a permis d'approfondir l'étude des impacts des changements climatiques en rappelant la nécessité de s'y adapter. En 2007, le travail du GIEC a créé une base solide pour les négociations visant à parvenir à un accord universel pouvant succéder au Protocole de Kyoto pour conduire aux négociations de Copenhague.

La qualité des travaux du GIEC et la rigueur scientifique de sa méthodologie ont permis aux négociateurs d'asseoir sur des bases scientifiques solides une « vision partagée », c'est-à-dire les grands principes et objectifs de la lutte contre le changement climatique qui fonde l'action collective de lutte contre le changement climatique au sein de la CCNUCC.

En 2010, l'objectif de limiter à 2°C l'augmentation de la température moyenne mondiale par rapport à l'époque préindustrielle a été reconnu comme central par les Parties à la CCNUCC après que le GIEC a indiqué qu'au-delà de ce seuil, les conséquences induites par le changement climatique seraient d'une ampleur significative.

MODE DE FONCTIONNEMENT

Une part importante de la communauté scientifique mondiale est impliquée lors de la rédaction des rapports du GIEC. Le mode de fonctionnement collégial du Groupe permet un recoupage extrêmement rigoureux des informations. Pour le quatrième rapport d'évaluation, publié en 2007, plus de 500 auteurs ont participé à sa rédaction. 831 scientifiques ont participé à la rédaction du cinquième rapport.

Le GIEC accompagne ses diagnostics d'une description précise et rigoureuse des incertitudes qui les entourent. Pour indiquer la probabilité estimée d'une conséquence ou d'un résultat, les termes suivants sont notamment utilisés : pratiquement certain (> 99 %), très probable (> 90 %), probable (> 66 %), à peu près aussi probable qu'improbable (33-66 %), improbable (< 33 %), très improbable (< 10%).

CALENDRIER DE PUBLICATION DU CINQUIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION

Le cinquième rapport d'évaluation (AR5) du GIEC sera composé de trois volumes et d'un rapport de synthèse :

- **le premier volume**, du groupe de travail sur les éléments physiques relatifs au changement climatique, sera rendu public le 27 septembre 2013 ;
- **le deuxième volume**, du groupe de travail sur les impacts, les vulnérabilités, l'adaptation au changement climatique, devrait être publié en mars 2014 ;
- **le troisième volume**, du groupe de travail sur l'atténuation du changement climatique, est attendu pour avril 2014.
- **le rapport final** de synthèse sera publié en octobre 2014.

Ce rapport permettra de nourrir le processus de négociation qui devrait conduire à Paris en 2015 à l'adoption d'un accord ambitieux, soulignant non seulement les enjeux scientifiques mais aussi les enjeux économiques de la lutte contre le changement climatique.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« DES DONNÉES SCIENTIFIQUES À L'ACTION POLITIQUE »

Lundi 30 septembre 2013, de 9h à 14h, au Quai d'Orsay

LA COP 21

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a été adoptée en 1992 lors de la conférence de Rio et a depuis été ratifiée par 195 Parties. Afin de la mettre en œuvre, le Protocole de Kyoto a été adopté en 1997 et est entré en vigueur en 2005. Il a fixé des objectifs de réduction ou de limitation des émissions de gaz à effet de serre aux seuls pays développés et aux économies en transition.

En 2007, les États parties ont initié des travaux visant à élaborer un accord sur le climat pour l'après-2012, qui s'appliquerait à tous les émetteurs de gaz à effet de serre. L'accord politique de Copenhague en 2009, les conférences de Cancún (2010), de Durban (2011) et de Doha (2012) ont posé les fondements de ce nouveau régime international, en complétant les instruments en place dans le cadre de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto.

En 2011, les Parties ont affirmé leur volonté de conclure ce nouvel accord sur le climat en 2015, afin qu'il puisse entrer en vigueur en 2020.

Conformément au règlement interne de la CCNUCC, qui prévoit une rotation annuelle par groupe régional des Nations unies, l'accueil du sommet de 2015 revient à un pays d'Europe de l'Ouest. En septembre 2012, le président de la République François Hollande a fait part de la candidature de la France pour accueillir ces échéances majeures que seront la 21^e Conférence des parties à la CCNUCC et la 11^e session de la réunion des Parties au Protocole de Kyoto, en 2015. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a confirmé cette candidature lors de la conférence de Doha en décembre 2012. Celle-ci a été endossée par notre groupe régional à l'ONU, le WEOG, le 12 avril dernier, ce qui ouvre la voie à une désignation officielle lors de la COP de Varsovie en novembre 2013.

Afin de garantir des conditions optimales, la France a choisi d'organiser cette conférence à Paris, sur le site Paris-Le Bourget, qui présente, sur le plan logistique, la meilleure capacité d'accueil et d'accessibilité pour les délégations officielles, mais aussi pour la société civile et les médias, qui sont des composantes essentielles du succès de la conférence.

La France a choisi de placer cette conférence sous le signe de l'exemplarité environnementale, et mettra en œuvre un programme d'action permettant de réduire au maximum l'impact de la réunion sur le plan des consommations de ressources naturelles (eau, déchets, énergies) et des émissions de gaz à effet de serre.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« DES DONNÉES SCIENTIFIQUES À L'ACTION POLITIQUE »

Lundi 30 septembre 2013, de 9h à 14h, au Quai d'Orsay

PROGRAMME

• 8h45

Accueil des participants

• 9h

Ouverture par **Philippe Martin**, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

• 9h15-10h30

Table ronde 1: « Les grands thèmes du rapport du GIEC, décryptage »

Intervenants

Dr Rajendra K. Pachauri, président du GIEC

Olivier Boucher, chercheur au Laboratoire de météorologie dynamique (LMD)

Philippe Ciais, chercheur au Laboratoire des sciences du climat et l'environnement (LSCE)

Jean Jouzel, vice-président du Groupe de travail 1 du GIEC

Hervé Le Treut, directeur de l'Institut Pierre Simon Laplace

Valérie Masson-Delmotte, chercheuse au Laboratoire des sciences du climat et l'environnement (LSCE)

Serge Planton, chercheur à Météo-France

Modérateur: **Nicolas Beriot**, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique

• 10h30

Conclusions par **Geneviève Fioraso**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

• 10h45 -11h

Pause

• 11h-12h30

Table ronde 2: « L'implication des acteurs de la société civile »

• 11h

Ouverture par **Pascal Canfin**, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé du Développement

Intervenants

Patrick Pierron, secrétaire général de la CFDT

Pierre-André de Chalendar, président-directeur général du groupe Saint-Gobain et président d'Entreprises pour l'environnement (EPE)

Morgane Creach, directrice du Réseau Action Climat France

Ronan Dantec et **Michel Delebarre**, sénateurs, rédacteurs du rapport sur les collectivités territoriales et la COP 21

Modératrice: **Anne-Marie Descôtes**, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats, ministère des Affaires étrangères

• 12h30

Clôture par **Laurent Fabius**, ministre des Affaires étrangères

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« DES DONNÉES SCIENTIFIQUES À L'ACTION POLITIQUE »

Lundi 30 septembre 2013, de 9h à 14h, au Quai d'Orsay

LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les travaux du GIEC viennent faire la synthèse des travaux scientifiques menés en quelques années. Il est un état des connaissances, un consensus de la part des scientifiques. Pour ce cinquième rapport de synthèse, une nouvelle méthodologie de modélisation climatique permet une amélioration des projections.

Ainsi, le premier volume permettra d'avoir une vision précise :

**des effets observés des changements climatiques ;
des éléments moteurs du changement climatique ;
des changements climatiques mondiaux à venir.**

De récentes études permettent de penser que la concentration en gaz carbonique s'élevant, la température moyenne à la surface de la terre continuera de se réchauffer sur un rythme élevé, avec des conséquences fortes :

**le niveau de la mer augmente ;
les glaciers de montagne et la banquise continuent à fondre ;
le cycle de l'eau dans l'atmosphère est perturbé** (sécheresses, inondations, etc.) ;
les océans s'acidifient ;
le nombre de jours de **vagues de chaleur augmente ;**
le nombre de jours de **précipitations extrêmes** est aussi **en augmentation ;**

Quels sont les changements exacts observés par les scientifiques, comment s'améliore notre compréhension de la complexité du système climatique, quels sont les éléments moteurs et les changements récents ?

Quelle est la part de l'homme dans les modifications climatiques, quels sont les scénarios possibles ?

Le rapport du GIEC, dont les principales conclusions seront présentées au Quai d'Orsay par certains des contributeurs lors de l'événement du 30 septembre, permettra d'avoir des réponses à ces questions, ainsi que de comprendre quelles sont les pistes pour limiter les impacts du changement climatique.

BIOGRAPHIE DES PARTICIPANTS

TABLE RONDE 1 : « LES GRANDS THÈMES DU RAPPORT DU GIEC, DÉCRYPTAGE »



Jean Jouzel, paléoclimatologue, vice-président du GIEC, vice-président du Groupe de travail 1 du GIEC

Jean Jouzel est directeur de recherche au CEA et paléoclimatologue au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE-IPSL, CEA/CNRS/UVSQ). Ses recherches portent sur les enregistrements climatiques à partir de carottes de glaces prélevées aux pôles. Avec ses collègues, il a notamment construit l'enregistrement climatique le plus long jamais obtenu à partir de carottes de glaces. Membre du GIEC depuis plus de vingt ans, vice-président du panel de scientifiques travaillant sur les sciences du climat, Jean Jouzel a aussi écrit ou coécrit plusieurs ouvrages destinés au grand public. Il est titulaire de nombreux prix et distinctions dont le prix Vetlesen 2012, considéré comme le « Nobel des sciences de la terre et de l'univers ».



Hervé Le Treut, climatologue, directeur de l'Institut Pierre-Simon Laplace

Hervé Le Treut est professeur à l'Université Pierre et Marie Curie, directeur de l'Institut Pierre Simon Laplace (IPSL) et membre de l'Académie des sciences. Ses travaux portent sur la modélisation numérique du système climatique et la compréhension des perturbations radiatives du climat, en particulier le rôle des activités humaines. Il s'intéresse aussi aux impacts des changements climatiques et à l'analyse des risques environnementaux associés. Il est éditeur du chapitre 1 du volume 2 du 5^e rapport du GIEC. Il est l'auteur ou coauteur de plusieurs ouvrages pour le grand public.



Serge Planton, chercheur à Météo-France

Serge Planton est ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts à Météo-France et responsable du groupe de recherche climatique au Centre national de recherches météorologiques (CNRM-GAME, Météo-France/CNRS). Ses recherches portent sur la modélisation climatique et particulièrement sur la question de l'attribution des causes des changements climatiques observés, notamment en France, qu'elles soient d'origines naturelles ou anthropiques. Il est coéditeur du chapitre 9 du volume I du 5^e rapport du GIEC et éditeur du glossaire de ce rapport.



Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au CEA

Valérie Masson-Delmotte est responsable du groupe « dynamique et archives du climat » au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE-IPSL, CEA/CNRS/UVSQ). Elle s'intéresse à l'évolution du climat, à des échelles de temps allant des derniers siècles jusqu'aux glaciations, et à l'apport des climats passés pour comprendre les mécanismes du climat et tester le réalisme des modèles climatiques. Elle a coordonné la rédaction du chapitre 5 du volume 1 du 5^e rapport du GIEC, « Informations extraites des archives paléoclimatiques ». Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages pour le grand public.



Philippe Ciaï, géochimiste au Laboratoire des sciences du climat et l'environnement, auteur de chapitres du volume 1

Philippe Ciaï est directeur de recherche au CEA et chercheur au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE-IPSL, CEA/CNRS/UVSQ). Sa recherche porte sur le cycle du carbone et sur la biogéochimie atmosphérique. Il coordonne plusieurs projets de recherche dont ICOS, une infrastructure à grande échelle dont l'objectif est de quantifier les émissions de gaz à effet de serre et les puits de carbone à travers le continent européen. Il a coordonné la rédaction du chapitre 6 du volume 1 du 5e rapport du GIEC, «Le cycle du carbone et les autres cycles biogéochimiques».



Olivier Boucher, chercheur au Laboratoire de météorologie dynamique, auteur de chapitre du volume 1 du rapport de synthèse du GIEC

Olivier Boucher est directeur de recherche au CNRS et chercheur au Laboratoire de météorologie dynamique (LMD-IPSL, CNRS/UPMC/ENS/École polytechnique). Il a été, de 2005 à 2011, chef de l'équipe «Climat, chimie et écosystèmes» au Centre Hadley du Met Office britannique. Récipiendaire de plusieurs prix scientifiques, il s'intéresse aux effets météorologiques et climatiques des aérosols, à leurs interactions avec les nuages et le rayonnement et à la modélisation du système Terre. Il a coordonné la rédaction du chapitre 7 du volume 1 du 5e rapport du GIEC, «Nuages et aérosols»

Modérateur



Nicolas Beriot, secrétaire général de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC)

Il est secrétaire général de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique. Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, il a une formation initiale de météorologue et a effectué la plus grande partie de sa carrière à Météo-France. Il est chargé du plan national d'adaptation au changement climatique, au sein du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Il est le point focal français du GIEC.



DEUXIÈME TABLE RONDE : « L'IMPLICATION DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE »

Pierre-André de Chalendar, PDG du groupe Saint-Gobain et président d'Entreprises pour l'Environnement (EPE)

Pierre-André de Chalendar a commencé sa carrière à l'Inspection générale des finances (IGF), de 1983 à 1987. Entré à la Compagnie de Saint-Gobain en 1989, il devient directeur général du groupe en 2007 et son président-directeur général en 2010.



Morgane Creach, directrice du Réseau Action Climat France

Titulaire d'un DEA en droit communautaire de l'université de Rennes, Morgane Crach est au Réseau Action Climat France (RACF) depuis 2005. Initialement chargée de mission au RAC «Changement climatique, Europe et négociations internationales», elle est aujourd'hui directrice du RACF, réseau de 18 associations environnementales et de solidarité internationale travaillant sur la lutte contre les changements climatiques.



Ronan Dantec, sénateur, rédacteur du rapport sur les collectivités territoriales et la COP 21

Ronan Dantec est sénateur de la Loire-Atlantique (Pays de la Loire). Il est vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire. Membre du groupe écologiste, il est actuellement chargé d'une mission temporaire auprès de Pascal Canfin, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé du Développement.



Michel Delebarre, sénateur, rédacteur du rapport sur les collectivités territoriales et la COP 21
Michel Delebarre est sénateur du Nord (Nord-Pas-de-Calais). Il est membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, membre de la commission des affaires européennes, membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation. Membre du groupe socialiste et apparentés, il est actuellement chargé d'une mission temporaire auprès de Pascal Canfin.



Patrick Pierron, secrétaire général de la CFDT

Il est chargé de la politique du développement durable, des politiques industrielles, de la recherche, et de la coordination en matière de RSE. Il est également responsable de la politique d'action revendicative et responsable des garanties collectives en matière d'emploi.

Modératrice

Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats, ministère des Affaires étrangères

Née en 1959, ancienne élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration. Diplomate de carrière, Anne-Marie Descôtes a été directrice de l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (AEFE). Elle est actuellement directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des Affaires étrangères.

